



RCS : NIMES

Code greffe : 3003

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NIMES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 00295

Numéro SIREN : 825 139 082

Nom ou dénomination : 1501 BEAUTES

Ce dépôt a été enregistré le 06/02/2017 sous le numéro de dépôt A2017/001204

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
..... NÎMES



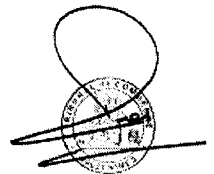
1005267

Dénomination : 1501 BEAUTES
Adresse : quartier L'evesque Centre Equestre la Bardette 30610
Sauve -FRANCE-

n° de gestion : 2017B00295
n° d'identification : 825 139 082

n° de dépôt : A2017/001204
Date du dépôt : 06/02/2017

Pièce : Liste des souscripteurs du 05/01/2017



1005267

1501 BEAUTES
Société par actions simplifiée
au capital de 200 euros
Siège social : CENTRE EQUESTRE LA BARDETTE
QUARTIER L'EVESQUE
30610 SAUVE
Société en cours de constitution

ETAT DES SOUSCRIPTIONS ET DES VERSEMENTS

| Nom ou dénomination sociale, adresse | Nombre d'actions souscrites | Montant des souscriptions | Montant des versements effectués |
|---|-----------------------------|---------------------------|----------------------------------|
| LENOBLE Sandrine CENTRE EQUESTRE LA BARDETTE QUARTIER L'EVESQUE 30610 SAUVE | 2 | 200 euros | 200 euros |

Le présent état qui constate la souscription de 2 actions de la Société 1501 BEAUTES, ainsi que le versement de la somme de 200 euros correspondant à la totalité du nominal desdites actions, est certifié exact, sincère et véritable par Madame LENOBLE Sandrine, Présidente.

Fait à SAUVE
Le 5 janvier 2017
En quatre exemplaires.

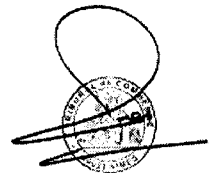




1005268

Dénomination : 1501 BEAUTES
Adresse : quartier L'evesque Centre Equestre la Bardette 30610
Sauve -FRANCE-
n° de gestion : 2017B00295
n° d'identification : 825 139 082
n° de dépôt : A2017/001204
Date du dépôt : 06/02/2017

Pièce : Attestation de dépôt des fonds



1005268



ATTESTATION

Je soussignée, Marie-Dominique TAUPENAS, agissant en qualité de chargée de clientèle professionnelle de la CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON, Agence de QUISSAC Autorisée à être dépositaire des fonds, conformément aux dispositions de la loi du 24 Juillet 1966, modifiée par la Loi du 3 Janvier 1983,

Atteste par la présente que la société :

« SASU 1501 BEAUTES »

Société par actions simplifiées à associé unique au capital de DEUX CENT EUROS
(200 Euros)

Siège social : CENTRE EQUESTRE LA BARDETTE QUARTIER L'EVESQUE 30610
SAUVE a ouvert un compte spécial en nos livres N° **08 005721814** avec un dépôt en capital libéré à hauteur de DEUX CENT EUROS
(200 Euros) réparti comme suit :

Madame LENOBLE Sandrine : associée unique dépôt en numéraire : 200 Euros

Certifie par la présente, être en possession des statuts comportant les noms, prénoms et domicile du souscripteur.

Ce compte spécial ouvert avec l'intitulé « SASU 1501 BEAUTES » -société en voie de formation- dépôt de capital « sous le numéro **08 005721814** sera indisponible jusqu'à la production d'un extrait KBIS justifiant l'immatriculation de ladite société, ceci conformément aux règlements en vigueur.

Cette attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à QUISSAC , le 4 Janvier 2017

CAISSE D'ÉPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON
GROUPE NÎMES VIDOURTE

4 - JAN. 2017

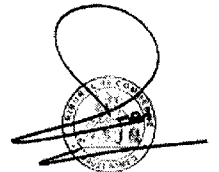
Agence QUISSAC- E.S. 0014
Tél. 0821 015 134 - Fax: 04 66 80 12 3



1005266

Dénomination : 1501 BEAUTES
Adresse : quartier L'evesque Centre Equestre la Bardette 30610
Sauve -FRANCE-
n° de gestion : 2017B00295
n° d'identification : 825 139 082
n° de dépôt : A2017/001204
Date du dépôt : 06/02/2017

Pièce : Statuts constitutifs du 05/01/2017



1005266

1501 BEAUTES
Société par actions simplifiée
au capital de 200 euros
Siège social : CENTRE EQUESTRE LA BARDETTE
QUARTIER L'EVESQUE
30610 SAUVE
Société en cours de constitution

173295
1204

RECU - 6 FEV. 2017

STATUTS

LE SOUSSIGNE :

Madame LENOBLE Sandrine
demeurant CENTRE EQUESTRE LA BARDETTE – QUARTIER L'EVESQUE
30610 SAUVE
née le 15 janvier 1968 à CHOISY LE ROI (94)
de nationalité française
Célibataire

A arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une Société par actions simplifiée unipersonnelle qu'il a décidé de constituer.

TITRE UN – FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE SOCIAL – DUREE – EXERCICE SOCIAL

ARTICLE PREMIER – Forme

Il est formé par l'associé unique soussigné, propriétaire des actions ci-après créées une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales et règlementaires applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 – Objet

La Société a pour objet en France et à l'étranger :
.Agent commercial de cosmétiques, parfums, maquillage, cire, accessoires fantaisies.

ARTICLE 3 – Dénomination

La dénomination de la Société est :
1501 BEAUTES

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « Société par actions simplifiée » ou des initiales «S.A.S.U» et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4 – Siège social

Le siège social est fixé CENTRE EQUESTRE LA BARDETTE – QUARTIER L'EVESQUE
30610 SAUVE

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de l'organe dirigeant, sous réserve de ratification de l'associé unique, et en tout autre lieu suivant décision de l'associé unique.

ARTICLE 5 – Durée

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, l'organe dirigeant doit convoquer l'associé unique à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 6 – Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2017.

TITRE DEUX – APPORTS – CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 – Apports

Au titre de la constitution de la société, l'associé unique, soussigné, apporte à la Société, savoir :

Apport en numéraire

Le soussigné apporte à la Société la somme de DEUX CENT euros, ci 200 euros.

Lesdits apports correspondent à 2 actions de 100 euros, numérotées de 1 à 2 souscrites en totalité et entièrement libérées.

La somme de 200 euros a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation ainsi que l'atteste le Certificat du dépositaire établi par la CAISSE D'EPARGNE – agence QUISSAC.

ARTICLE 8 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 200 euros. Il est divisé en 2 actions de 100 euros chacune, libérées en totalité et de même catégorie.

ARTICLE 9 – Modifications du capital social

1° Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par décision unilatérale de l'associé unique.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.



Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission. Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

2° L'associé unique peut déléguer à l'organe dirigeant les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3° En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, l'associé a, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de ses actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, l'associé unique peut renoncer à titre individuel à son droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

4° Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

ARTICLE 10 – Comptes courants d'associés

L'associé unique peut, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en « comptes courants ».

Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait sont déterminées par l'associé unique.

TITRE TROIS – ACTIONS

ARTICLE 11 – Forme des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières émises par la société sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

ARTICLE 12 – Libération des actions

1 – Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par l'organe dirigeant en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance de l'associé quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

L'associé a la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 – A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par l'organe dirigeant, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE QUATRE – CESSION – TRANSMISSION – LOCATION D' ACTIONS

ARTICLE 13 – Transmission des actions

Tant que la Société demeure unipersonnelle, toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement.

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur instruction signée du Cédant ou de son représentant qualifié.

ARTICLE 14 – Agrément pour toutes les cessions

1. Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les quinze (15) jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquiescer ou de faire acquiescer les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois ; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 15 – Restrictions à la libre transmission des actions

Les associés s'interdisent formellement, sous peine d'exclusion de la Société et de nullité des cessions intervenues en violation des stipulations du présent article, de céder ou transmettre, sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, en pleine propriété, nue-propriété ou usufruit, tout ou partie des actions qu'ils détiennent et viendraient à détenir dans la Société,

à toute personne physique ou morale, exploitant des activités concurrentes de celles de la Société, ou à une personne physique ou morale, cliente ou fournisseur de la Société et susceptible de mettre en péril les intérêts, les activités ou la situation de la Société.

ARTICLE 16 – Location d’actions

La location des actions est interdite.

TITRE CINQ – ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 17 – Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non par l’associé unique qui fixe son éventuelle rémunération.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Président peut démissionner sans avoir à justifier de sa décision à la condition de notifier celle-ci à l’associé unique, par lettre recommandée.

L’associé unique peut mettre fin à tout moment au mandat du Président. La révocation n’a pas à être motivée.

Le Président dirige la Société et la représente à l’égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l’objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

TITRE SIX – CONVENTIONS REGLEMENTEES

ARTICLE 18 – Conventions entre la Société et ses dirigeants

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l’un de ses dirigeants, ou son associé unique disposant d’une fraction des droits de vote supérieure à 10 %, ou, s’il s’agit d’une société associée, la Société la contrôlant au sens de l’article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance du Président dans le mois de sa conclusion.

Le Président présente à l’associé unique un rapport sur la conclusion et l’exécution des conventions conclues au cours de l’exercice écoulé.

L’associé unique statue sur ce rapport lors de la décision statuant sur les comptes de cet exercice.

Les interdictions prévues à l’article L 225-43 du Code de commerce s’appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

TITRE SEPT – DECISIONS DE L’ASSOCIE

ARTICLE 19 – Décisions de l’associé unique

L’associé unique est seul compétent pour :

SL

- approuver les comptes annuels et affecter le résultat ;
- nommer et révoquer le Président ;
- nommer les Commissaires aux comptes ;
- décider la transformation de la Société, une opération de fusion, de scission, d'augmentation, de réduction ou d'amortissement du capital ;
- modifier les statuts ;
- déterminer les conditions et modalités des avances en compte courant ;
- dissoudre la Société.

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Les décisions unilatérales de l'associé unique sont répertoriées dans un registre côté et paraphé.

ARTICLE 20 – Information de l'associé unique

L'associé unique non Président, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

TITRE HUIT – COMPTES ANNUELS – AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 21 – Comptes annuels

A la clôture de chaque exercice, l'organe dirigeant dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Il établit également un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé.

L'associé unique approuve les comptes annuels, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 22 – Affectation et répartition des résultats

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures ainsi que des sommes nécessaires aux dotations de la réserve légale, des réserves statutaires et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est attribué à l'associé unique.

L'associé unique peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

TITRE NEUF – LIQUIDATION – DISSOLUTION – CONTESTATIONS

ARTICLE 23 – Dissolution – Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée par décision collective des associés.

La décision de l'associé unique qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

SL

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

L'associé unique peut autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est attribué à l'associé unique.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par l'associé unique jusqu'à concurrence du montant de ses apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

TITRE DIX – DESIGNATION DES ORGANES SOCIAUX

ARTICLE 24 – Nomination du Président

Le Président de la Société nommé sans limitation de durée est :

LENOBLE Sandrine
Née le 15 janvier 1968 à CHOISY LE ROI (94)
De nationalité française
Demeurant CENTRE EQUESTRE LA BARDETTE – QUARTIER L'EVESQUE
30610 SAUVE

ARTICLE 24 – Formalités de publicité – Immatriculation

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

Fait en quatre originaux
A SAUVE, le 5 janvier 2017

